

# COP 28 à Dubaï

*Un aperçu des différentes réalisations*



CERCLE ORION

**La Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP28) de Dubaï s'est achevée le 12 décembre. Durant deux semaines, les délégations nationales ont discuté de la protection du climat, de la coopération et de l'adaptation aux changements climatiques dans l'ensemble des secteurs économiques concernés. Il s'agit d'en dresser un bilan.**

Par Thibault HERRMANN

## AXE PHARE "CLIMAT & TRANSITION ENERGETIQUE"

La 28ème conférence des signataires de la convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC) s'est tenue du 27 novembre au 12 décembre 2023 à Dubaï (Émirats Arabes Unis). Parmi les principaux enjeux dans les négociations sur la programmation climatique figurent les questions énergétiques et technologiques.

### Le sort des énergies fossiles

Pour la première fois depuis la conférence de Paris sur le climat de 2015, un accord comprenant des dispositions précises est adopté par les Etats participants. L'utilisation future des combustibles fossiles constitue le sujet comportant le plus d'enjeux et faisant l'objet des plus âpres discussions. Une grande partie des participants souhaite une élimination progressive du recours au pétrole, au gaz et au charbon. Les membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) s'appuient plutôt sur des mesures dites de « capture et de stockage du carbone » qui consiste en l'élimination des gaz à effet de serre et en leur stockage dans des couches de sédiments, des formations géologiques ou des produits de l'industrie chimique.

L'impact climatique causé par l'utilisation des combustibles fossiles pourrait être compensé par la capture des gaz à effet de serre. Cette technologie implique la création d'usines maîtrisant le conditionnement des gaz susceptibles de s'échapper, mais aussi des investissements dans des infrastructures de traitement de la matière, à la manière des investissements que doivent effectuer les producteurs de pétrole pour le transformer, le transporter du lieu de production au port et l'exporter. L'Arabie saoudite a annoncé sa volonté de piéger 44 millions de tonnes de carbone par an d'ici 2035. D'un point de vue scientifique, le stockage du dioxyde de carbone doit apporter une contribution importante à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Cette technologie permettrait ainsi de financer une sortie progressive des combustibles fossiles à long terme.

### L'équité financière de la transition écologique

Outre la question de la gestion des combustibles fossiles, d'autres sujets étaient à l'ordre du jour de la conférence dont la répartition équitable de la charge financière des conséquences du changement climatique. En effet, les populations des pays du Sud sont les plus touchées par les conséquences du changement climatique en raison de l'élévation du niveau des océans et de la modification des écosystèmes principalement dont la désertification sans avoir bénéficié de l'industrialisation des pays du nord. Pour compenser ce déséquilibre écologique et économique, un fonds de secours a été créé lors de la COP, auquel l'Allemagne par l'intermédiaire de son ministère pour la coopération économique et le développement internationale et les pays hôtes ont contribué à hauteur de 100 millions de dollars pour réaliser les plans nationaux d'adaptation au changement climatique d'une soixantaine de pays. Les Émirats Arabes unis ont débloqué 30 milliards de dollars pour favoriser le financement par les marchés de la transition des pays du sud. Il s'agit d'une première étape importante dans la voie de l'équité climatique, compte tenu de ce projet discuté depuis près d'une dizaine d'années sur la conception de ce dispositif de protection.

D'autres budgets de financement sont prévus pour des projets thématiques. Ainsi, la protection de la santé dans ses conséquences affectées par le changement climatique fera l'objet d'un financement de 2,7 milliards de dollars. Il en va de même pour l'approvisionnement alimentaire et la conservation de la biodiversité et des écosystèmes naturels. 2,5 milliards de dollars seront consacrés à la promotion des énergies renouvelables dans les zones où elles sont les moins développées.

### La restructuration du complexe énergétique

D'importantes décisions ont également été annoncées en vue d'impulser une restructuration du système énergétique. L'objectif est de tripler la production d'électricité issue des énergies

renouvelables en 2030 au niveau mondial. D'autres sources d'énergie bénéfiques contre les émissions de gaz à effet de serre ont également pu être promues telles que l'énergie nucléaire ou l'énergie hydraulique. Dans un protocole d'accord, 22 pays ont convenu de tripler la capacité mondiale de production d'énergie nucléaire d'ici 2030. La reconnaissance de la contribution des énergies les moins polluantes déjà existantes constitue une étape cruciale dans leur développement à destination des pays en forte croissance et qui désirent se développer économiquement en s'efforçant de limiter leur empreinte carbone.

Pour atteindre les objectifs climatiques énoncés dans l'accord de Paris de 2015, la production d'énergies renouvelables doit être triplée dans le monde avant la fin de cette décennie. Cette stipulation avait d'ores et déjà fait l'objet d'un accord entre les États-Unis et la Chine ce qui a permis de libérer, lors des négociations à Dubaï, du temps pour aborder notamment les financements évoqués *supra*. Cette coopération inclut l'énergie nucléaire. Cet accord préalable entre les deux États considérés comme les deux superpuissances d'un monde multipolaire qui voit le retour des affirmations expansionnistes témoigne de la considération pour les négociations climatiques au plus haut niveau de la chaîne de décision.

Ainsi, les préoccupations en matière de restructuration de la politique énergétique, de financement mondial de l'adaptation aux changements climatiques et de réduction progressive de l'usage des énergies fossiles sont-elles incorporées aux négociations climatiques. Si les objectifs à atteindre sont ambitieux pour les États les plus développés, il leur revient de prendre les mesures adaptées et de développer les solutions intelligentes pour être les leaders de la transition climatique et énergétique. ■

## Nos recommandations

*Pour réaliser les objectifs fixés lors de la COP28*

### **Soutenir la décarbonation de l'économie**

En misant sur les solutions technologiques innovantes et déjà expérimentées

En en favorisant les mix énergétiques

### **Permettre le financement mondial de la transition écologique**

En priorisant les initiatives de rupture et les plans nationaux d'adaptation